

DIAL 3140

# **BOLIVIE - Teoponte ou le massacre d'une guérilla guevariste en 1970**

Solène Penisson

mercredi 2 février 2011, mis en ligne par [Dial](#)

*Solène Penisson a effectué un séjour de six mois en Bolivie pendant l'année 2010. Dans le cadre d'un volontariat, elle a travaillé comme juriste et assistante de l'avocate de l'Association des familles des détenus, disparus et martyrs de la Libération Nationale (ASOFAMD). Elle a rédigé ce texte pour présenter le contexte historique des disparitions forcées et le travail réalisé par l'association depuis les années 1980.*

---

L'Argentine est tristement connue pour compter de nombreuses disparitions forcées [1] entre 1976 et 1983 [2]. On dénombre au total environ 30 000 disparus dans ce pays du fait de la répression menée par les différentes juntes militaires alors au pouvoir. Fait peut-être moins connu, la Bolivie compte aussi ses disparus [3]. De 1964 à 1982, le pays, dirigé par des militaires ayant accédé au pouvoir par un coup d'État, a connu des périodes où se pratiquaient des exécutions arbitraires, tortures et autres traitements cruels et dégradants comme la disparition forcée, en toute impunité [4]. En 1964, le Général René Barrientos Ortuño prend le pouvoir et renverse le président démocratiquement élu Victor Paz Estensoro. Ce coup d'État fut le premier d'une longue liste et, dès 1966, commença la pratique des disparitions forcées.

Face à un pouvoir autoritaire, de nombreuses organisations (syndicats, partis politiques, etc...) s'organisèrent. Un des mouvements le plus fortement réprimés fut celui de l'Ejército de liberación nacional (ELN, « Armée de libération nationale » en français). Il fut créé en 1966 par le groupe des guérilleros réunis autour du commandant Ernesto Che Guevara. La « guérilla du Che » est le nom donné au groupe de guérilleros commandé par Che Guevara en Bolivie de 1966 à 1967. Le groupe établit son campement de base près de la rivière Ñancahuazú (à 200 km au sud de la ville de Santa Cruz). Le but de la guérilla était d'établir un « foyer » guérillero en Bolivie (pays au cœur de l'Amérique latine frontalier avec l'Argentine, le Chili, le Pérou, le Brésil et le Paraguay) afin d'étendre plus facilement la guerre de guérillas à tout le continent et de permettre l'instauration du communisme dans la région - c'est aussi l'époque de la guerre du Vietnam. L'ELN a lutté pendant toute la période dictatoriale en Bolivie pour tenter de renverser le pouvoir en place. Il possédait des sections d'appui en Argentine, au Chili et au Pérou [5].

Réprimées le plus souvent violemment, les insurrections menées par l'ELN ne réussirent pas à inverser le rapport de forces. Une de ses premières actions à compter de nombreux disparus fut le massacre en 1970 de la guérilla de Teoponte.

## **1. La tragique mise en déroute d'une guérilla guévariste en 1970**

### **1.1. L'origine de la guérilla de Teoponte**

Le 18 juin 1970, soixante-sept combattants guérilleros appartenant à l'ELN partirent de La Paz (siège du

gouvernement bolivien), sous couvert d'une campagne d'alphabétisation de la population, pour rejoindre la localité de Teoponte (à 200 km au Nord du département de La Paz dans la Province de Larecaja). Ils avaient pour objectif de continuer la guérilla initiée par le Comandant Ernesto Che Guevara en 1967.

La guérilla devait se dérouler en trois phases. La première avait pour objectif la cohésion du groupe et l'acclimatation à la vie dans la forêt. La deuxième visait par l'affrontement et le combat contre « l'ennemi » à éprouver la capacité de feu de la troupe. Lors de la dernière phase, il s'agissait de s'unir et de combattre avec les centres miniers de Caranavi et Tipuani. Les combattants furent arrêtés à la fin de la première phase et n'eurent donc jamais le temps d'atteindre leurs objectifs.

Des soixante-sept combattants, neuf survivants parviendront à s'exiler pour le Chili et l'Argentine en novembre 1970. Cinquante-huit guérilleros y laisseront la vie. La guérilla de Teoponte conduite par Osvaldo Peredo Leigue dit Chato, frère d'Inti et de Coco Peredo compagnons du Che, était composée d'universitaires, d'étudiants, de paysans, de mineurs et de jeunes diplômés boliviens, péruviens, argentins et chiliens. Pour ces jeunes guérilleros de Teoponte, la lutte armée était le moyen principal pour rétablir un gouvernement démocratique et briser le pacte « paysans-militaires » mis en place par le Général Barrientos dès 1964 afin de s'assurer un soutien populaire et de se maintenir au pouvoir.

Entre le 26 septembre 1969 et le 6 octobre 1970, le Général Ovando fait office, pour la seconde fois, de président *de facto* après un coup d'État. L'un de ses objectifs principaux était d'éviter tout mouvement d'insurrection dans le pays. Dans un contexte d'isolement et de répression systématique de tous les mouvements de gauche et des syndicats, les guérilleros de Teoponte furent animés par un sentiment de révolte à l'encontre d'un pouvoir autoritaire soutenu par les États-Unis. Ces derniers, par le biais de la CIA, participèrent au tristement célèbre Plan Condor afin de conserver leur sphère d'influence en Amérique latine : l'intelligence militaire et civile entre les services états-uniens et les régimes autoritaires militaires d'Amérique du Sud dans les années 1970 avait ainsi pour but de briser l'émergence de mouvements syndicaux et politiques de gauche afin d'éviter un autre « Cuba » ou « Vietnam » [6]. On estime aujourd'hui que ce plan a eu pour résultat la disparition de 100 000 personnes [7].

## **1.2. La rapide mise en déroute de la guérilla**

La guérilla qui dura du 19 juin au 1<sup>er</sup> novembre 1970 fût mise en déroute par le manque de nourriture, les maladies, les dénonciations des paysans de la région à l'armée sur la localisation des guérilleros et, enfin par la répression très dure que résume bien l'ordre donné par le président de fait, le Général Alfredo Ovando Candia : « ni prisonniers, ni blessés, que des cadavres » - cela donna lieu à de nombreuses exécutions sommaires alors même que la peine de mort n'existait pas officiellement en Bolivie.

Les actions de la guérilla commencèrent par la prise de deux otages d'une entreprise états-unienne d'exploitation d'or dans la région afin d'obtenir la libération de dix de leurs compagnons de l'ELN. Le gouvernement accéda à leur demande : tous les prisonniers politiques furent libérés et les otages furent relâchés. À partir de ce moment, le secteur fut déclaré zone militaire. Les guérilleros décidèrent alors de se séparer en différents groupes pour être moins facilement repérés par l'armée. Après un ultimatum lancé à la guérilla par le gouvernement, des milliers de soldats boliviens, appuyés par les États-Unis avec des hélicoptères, des avions et des bombes au napalm [8], affrontèrent un premier groupe de guérilleros le 30 juillet 1970 ne laissant aucun survivant.

Les semaines suivantes, l'armée poursuivit les groupes de guérilleros restants et la plupart trouvèrent la mort : soit de faim et de fatigue, soit par des exécutions parmi les guérilleros pour cause de désertions ou par des exécutions sommaires réalisées par les soldats de l'armée bolivienne. Le 12 octobre 1970 furent capturés le chef de la guérilla « Chato » et un autre combattant guévariste [9]. Durant le conflit une commission pacifique fut mise en place à l'initiative d'organisations syndicales et de défense des droits de l'homme. Le 29 octobre, cette commission, chargée de retrouver les combattants survivants, entra en contact avec six d'entre eux à Tipuani. Le Général Torres, au pouvoir depuis le 7 octobre [10], après un coup d'État qui mit en déroute Ovando, permit à huit survivants [11] de s'exiler au Chili [12] le 4 novembre 1970 et à un autre combattant [13] de se réfugier en Argentine (13 novembre).

Après ces événements, la guérilla de jeunes luttant pour défendre leurs droits et un monde qu'ils voulaient plus juste apparut comme une aventure tragique, non comprise par la population et mal préparée politiquement et militairement car elle ne bénéficiait d'aucun soutien tant de Cuba que des secteurs communistes nationaux et internationaux.

### **1.3. Les corps des guérilleros remis par l'armée aux familles en 1970**

Après le sauvetage des survivants, dans un contexte de grève de la faim des familles des combattants, la commission pacifique s'organisa pour récupérer les corps des défunts. Les quatre premières dépouilles furent remises aux familles à la fin du mois de septembre 1970 [14]. Suivirent fin novembre dix-huit autres corps [15] Lors de la restitution des corps, il apparût aux familles que la majorité n'étaient pas décédés lors d'affrontements mais avaient été fusillés de façon sommaire par l'armée bolivienne [16].

En outre se posa dès cette époque le problème de l'identification des corps. Ceux-ci furent d'abord enterrés dans des fosses communes et changés de sépulture plusieurs fois car les militaires craignaient que les corps ne fussent découverts. Finalement, quelques corps furent exhumés et remis aux familles des combattants sans identification. À ce moment-là, dix-neuf corps furent restitués mais on resta sans nouvelles de trente-neuf personnes disparues.

## **2. La recherche actuelle des disparus de Teoponte**

### **2.1. Les acteurs de la découverte de nouveaux restes de disparus**

Depuis le début des années 2000, l'Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Mártires por la Liberación Nacional ([ASOFAMD](#), en français : « Association des familles des détenus, disparus et martyrs pour la Libération nationale »), œuvre pour retrouver les corps des disparus de la guérilla de Teoponte et grâce à elle treize nouvelles dépouilles ont été retrouvées ces deux dernières années. L'ASOFAMD est une organisation non partisane constituée de familles de personnes détenues, disparues et assassinées durant les périodes de « démocraties autoritaires » et dictatoriales de 1964 à 1982. Les premières à se réunir à cette fin furent celles des combattants de Teoponte. L'ASOFAMD est dotée de la personnalité juridique depuis 1983 et appartient à la Federación Latinoamericana de Asociaciones de Familiares de Detenidos Desaparecidos (FEDEFAM, « Fédération latinoaméricaine des associations des détenus et disparus ») qui a voix consultative à l'ONU. L'association s'efforce de récupérer les dépouilles des personnes disparues et de lutter contre l'impunité. Elle se fixe pour mission de chercher la vérité, de préserver la mémoire des martyrs de la Libération nationale et d'obtenir que justice soit rendue et que les responsables de ces crimes contre l'humanité soient condamnés.

Le Consejo Interinstitucional para el Esclarecimiento de las Desapariciones Forzadas (CIEDEF, « Conseil interinstitutionnel pour l'éclaircissement des disparitions forcées »), créé en 2003, est un comité dirigé par le ministère de la justice bolivien. Il est intégré par l'ASOFAMD, le ministère du gouvernement (ou de l'intérieur), le ministère de la défense, le ministère de la santé et la chancellerie. Son objectif, comme son nom l'indique, est d'éclaircir les disparitions forcées en Bolivie de 1964 à 1982. Bien que le CIEDEF ne fût créé qu'en 2003, la recherche de la vérité et des disparus de Teoponte a commencé dès 1982 de manière officieuse grâce aux investigations menées sur le terrain par Alejandro Rodriguez - membre d'ASOFAMD - et a été prolongée de 2000 à 2006 par les recherches menées par Gustavo Rodriguez, auteur du livre *Teoponte : la otra guerrilla guevarista en Bolivia* (« *Teoponte : l'autre guérilla guévariste en Bolivie* »).

### **2.2. Les dépouilles retrouvées en 2009 et 2010**

Après sa création par le pouvoir législatif, le CIEDEF n'a pas immédiatement fonctionné à cause de l'absence de décrets et de règlements d'application. Ce n'est qu'en 2008 que l'organisme a réellement débuté son travail et s'est rendu à Teoponte pour mener des investigations préliminaires.

En juillet et août 2009 un groupe formé du CIEDEF, d'une équipe d'anthropologues judiciaires argentins et du Défenseur du peuple est entré une première fois dans la forêt autour de Teoponte pour effectuer des fouilles. Après l'identification précise de la zone où ont combattu les guérilleros, ces fouilles ont permis,

notamment grâce à l'identification de l'ADN [17], de restituer à leurs familles quatre dépouilles [18]. Cinq autres dépouilles ont été retrouvées mais n'ont pas pu être identifiées formellement. L'une d'entre elles fut identifiée par la suite grâce à des investigations historiques [19]. Deux autres, celles des frères Vilca Colque, furent aussi identifiées par leur ADN [20] mais s'agissant de frères, on ne parvient pas à savoir quel corps correspond à Hieminio et quel corps correspond à Estanislao. Dans ces trois cas, les restes retrouvés restent conservés à l'Institut d'investigations judiciaires en attendant un ordre de restitution aux familles du Procureur de la République.

Du 25 juin au 4 juillet 2010, le même groupe qu'en 2009, accompagné du haut-commissaire aux droits humains pour les Nations unies en Bolivie, sont retournés à Teoponte. Trois nouveaux corps ont été retrouvés et ils sont actuellement en cours d'identification par recherche d'ADN.

Retrouver les vingt-six disparus restants semble de plus en plus improbable. Il existe différents facteurs qui rendent difficile la découverte de nouveaux restes : le silence des autorités de l'époque, le fait que les guérilleros aient été enterrés dans des fosses communes puis changés de place par les militaires pour rendre leur découverte plus difficile, et la nature géologique du terrain dans lequel ils auraient été enterrés (terre meuble et érodée située dans une région très pluvieuse en été) rendent très compliquée la découverte de nouvelles traces d'ADN et, avec elle l'identification scientifique et irréfutable des restes retrouvés ainsi que la possibilité de découvrir de nouveaux corps.

### **3. Le difficile devoir de mémoire de la Bolivie d'aujourd'hui**

Si la recherche et la découverte de nouveaux restes de disparus à Teoponte sont un pas en avant dans la recherche de la vérité et de la récupération de la mémoire historique par les autorités boliviennes actuelles, les institutions nationales et internationales, cela reste cependant un cas isolé en Bolivie. Pour l'ASOFAMD, le pouvoir politique actuel [21] manque d'une réelle volonté politique pour éclaircir les disparitions forcées en Bolivie et en sanctionner les responsables et semble préférer aller de l'avant plutôt que de regarder en arrière. La politique menée, dite de justice restauratrice au niveau international, a pour principe de pardonner aux auteurs et complices de crimes afin de rétablir une certaine paix sociale. En Bolivie, cela a pour conséquence de ne rien faire qui pourrait déranger les forces armées [22]. Cette vision est critiquée comme « *Olvido y perdón* » (oubli et pardon), ce qui va à l'encontre de ce que prône l'ASOFAMD dont la devise est « ¡Ni olvido ! ¡Ni perdón ! » (Ni oubli ! Ni pardon !). L'association dénonce, avec une telle politique, le maintien de l'impunité et de l'amnésie collective de l'histoire nationale.

La recherche et la découverte de nouveaux restes de disparus à Teoponte ne permet pas seulement aux familles de pouvoir enterrer dignement leurs défunts - il est d'ailleurs parfois difficile de retrouver la famille de certains guérilleros -, elle vise surtout à ne pas laisser se perdre la mémoire historique de tels événements et à ne pas laisser les auteurs de crimes contre l'humanité impunis [23]. Les périodes dictatoriales en Bolivie sont à peine évoquées dans les programmes scolaires boliviens actuels, cette mémoire risque de se perdre et c'est pourquoi l'ASOFAMD lutte pour que la mort des jeunes de Teoponte ne soit ni oubliée, ni réécrite. Un peuple sans histoire est un peuple sans futur. L'association, actuellement financée par une organisation suédoise, connaît aujourd'hui des difficultés pour continuer son action. En effet, le gouvernement bolivien ne finance la recherche des disparus qu'à travers le CIEDEF et la plupart des programmes de coopération ne financent plus que des projets dans le domaine de la protection de l'environnement [24].

---

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3140.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

---

## Notes

[1] La disparition forcée est définie comme l'arrestation, la détention, l'enlèvement ou toute autre forme de privation de liberté par des agents de l'État ou par des personnes ou des groupes de personnes qui agissent avec l'autorisation, l'appui ou l'acquiescement de l'État, suivi du déni de la reconnaissance de la privation de liberté ou de la dissimulation du sort réservé à la personne disparue ou du lieu où elle se trouve, la soustrayant à la protection de la loi (article 2 de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées du 23 septembre 2005).

[2] Quatre juntas militaires se sont succédé au pouvoir.

[3] La liste provisoire établie par le ministère actuel de la justice bolivienne compte 150 disparus.

[4] *Informe sobre las desapariciones forzadas en Bolivia*, Capítulo boliviano de derechos humanos, democracia y desarrollo y ASOFAMD, troisième édition.

[5] C'est aujourd'hui un parti politique bolivien.

[6] Témoignage de Freddy Salazar Sanjinez, chargé des relations interinstitutionnelles pour l'Association des familles des détenus, disparus et martyrs de la Libération nationale (ASOFAMD) et combattant de l'ELN.

[7] Gustavo Rodríguez Ostría, *Sin tiempo para las palabras : Teoponte, la otra guerrilla guevarista en Bolivia*, Cochabamba, Kipus, 2006, VI-643 p.

[8] Interdites par les conventions internationales.

[9] *El Diario* : 15, 22, 25, 29 et 31 juillet ; 1<sup>er</sup> et 22 août ; 3 et 28 septembre 1970.

[10] Et jusqu'au 21 août 1971.

[11] Osvaldo Peredo Leigue « Chato », Jorge Ruíz Paz « Omar », Edison Segade Jurado « Jesus », José Miguel Celiz González « Alberto », « Rogelio » Calixto Pacheco Gonzáles, Delfín Mérida Vargas « Mario », Cancio Plaza Astroña « Santiago » et Guillermo Veliz González « Gastón » (*Presencia* : 5 de noviembre de 1970).

[12] Grâce à la protection accordée par l'unique président de gauche de l'époque dans la région, élu le 4 septembre 1970 : Salvador Allende.

[13] Rolando Aranibar Bustos « Sebastián » (*Presencia* : 29 de noviembre de 1970).

[14] Le 27 septembre 1970, les familles reçoivent les corps d'Adolfo Quiroga Bonadona « Gordo/Rodolfo », Juan José Saavedra Morató « Marco Antonio », Antonio Figueroa Guzman « Toño » et Aldofo Huici Alborta « Pocho » (*El Diario* : 28 de septiembre de 1970).

[15] Le 26 novembre : Horacio Rueda Peña « José », Hugo Diario Busch « Gregorio », Benjamin Cordero Ponce « Benjo Cruz », José Arce Paravicini « Pedrito », Moises Rueda Peña « Ringo », Eduardo Quiroga Banadona « Freddy », Hugo Bohórquez Fernández « Mauricio », Alvaro Urquieta Paz « Cesar », Raul Iburguen « Chaska », Ricardo Justiniano Roca « Sergio », Noberto Domínguez Silva « Mamerto » et Carlos Suárez Soto « Alfonso » (*Presencia* : 26 de noviembre de 1970). Le 29 novembre : Hugo Rodriguez « Ignacio », Carlos Navarro Lora « Luis », Arturo Callapiña « Raúl », Enrique Farfan « Adrián », Javier Landivar Vilar « Quiro » et Emilio Quiroga Bonadona « Napoleón » (*El Diario* : 30 de noviembre de 1970).

[16] En raison des pratiques de l'armée face aux guérillas dans les années 1970, on soupçonne qu'elle les aurait fait prisonniers puis fusillés.

[17] Travaux effectués par l'équipe argentine d'anthropologie judiciaire.

[18] Celles de Rafael Antezana Egüas « Changito », Francisco Imacaca Rivera « Kolla », Delfin Merída Vargas « Mario » et Eloy Mollo Mamani « Dulio » (Base de données sur la guérilla de Teoponte, ASOFAMD).

[19] Il s'agit de Luis Barriga Luna « Martin ».

[20] Les frères Herminio Vilca Colque « Santos » et Estanislao Vilca Colque « Alejandro » (Base de données sur la Guérilla de Teoponte, ASOFAMD).

[21] Evo Morales, le candidat du Mouvement vers le socialisme (MAS), a été élu en janvier 2006 et réélu en décembre 2009.

[22] Cela passe, par exemple, par le refus de déclassification des dossiers militaires de 1980 (dictature de Luis Garcia Mesa) malgré trois résolutions en ce sens de la Cour Suprême de Sucre (témoignage de Nadia Alejandra Cruz Tarifa, avocate de l'ASOFAMD).

[23] La disparition forcée de personnes est considérée comme un crime contre l'humanité en droit international et selon la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées du 23 septembre 2005.

[24] Pour plus de précisions sur les actions de l'ASOFAMD, voir [www.asofamdbolivia.org](http://www.asofamdbolivia.org) ou écrire à [asofamd@internet.com](mailto:asofamd@internet.com).